

tribune

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 472, 1,50 F
JEUDI 12 NOVEMBRE 1970



socialiste

**La résistance ouvrière,
force politique
d'avenir**



Au sommaire

Patronat

Le patronat n'est pas à court d'idées pour augmenter ses profits. Tantôt il « reconvertit » à peu de frais des installations publiques comme à Saintes, tantôt il vise à faire jouer à certaines catégories de personnel un rôle qui n'est pas le leur comme au C.I.C. (Page 4). Dans ses relations avec les travailleurs aussi, il tente de se montrer inventif. Mais, là, les choses ne sont pas toujours aussi simples. Jacques Ferlus a écrit une piécette qui n'a comme mérite que de démontrer ces mécanismes (Page 8).

Résistance ouvrière

Jacques Sauvageot décrit la semaine dernière les conditions dans lesquelles les luttes se déroulaient en Lorraine. Il y revient cette semaine pour tirer les leçons politiques de son enquête. Il est notamment conduit à s'interroger sur les stratégies syndicales (Page 5). Sur le même sujet, le livre écrit par apporte un éclairage intéressant. Christian Leucate analyse pourquoi en page 9. Enfin, partout dans le pays, les luttes continuent à être menées, en particulier contre la répression patronale. L'équipe de politique sociale de « Tribune » a noté les plus importants mouvements (Page 7).

Agriculture

En Dordogne, les projets d'aménagement touristique pousse les propriétaires de la terre à récupérer la maîtrise des sols. Mais ils rencontrent quelques difficultés. C'est l'histoire de cette lutte édifiante que Philippe Guyot retrace en page 12.

U.S.A.

M. Nixon espérait bien remporter une victoire éclatante lors des dernières élections. Malheureusement pour lui, elles furent médiocres. C'est que la situation économique et la situation sociale ne font qu'empirer. Henry Rosengart analyse cette nouvelle société bloquée américaine (Page 14).

TRIBUNE CULTURELLE



L'offrande faite à Marie

Au commencement, il y eut Bunuel et ses diatribes passionnées contre la religion instituée. Des cinéastes d'inspiration chrétienne, tel Bergman, nous ont fait partager, tout au long de leurs œuvres, leurs doutes, voire leurs tortures, sur les problèmes de la foi confrontée à un monde concret. Les metteurs en scène athées ont plus particulièrement dirigé leurs coups sur l'église chrétienne qu'ils considèrent comme la fille aînée de l'exploitation, sa légitimation et à maintes reprises sa fidèle auxiliaire. Ainsi John Huston, pas très sérieux, s'en prenait à la base idéologique de l'univers judéo-chrétien : Dans « La Bible » (1966), il élaguait la genèse, appréhendée au ras du texte, de tout symbole théorique pour n'en laisser qu'un conte pour enfants, naïf et légèrement ridicule. Avec lui, le buisson ardent accouchait d'un lichen rachitique.

Fondateur de la cinémathèque (1937) Georges Franju, qui fait figure de patriarche solitaire du cinéma français, s'intéresse à la morale chrétienne. Il entend notamment reprendre la question du célibat des prêtres. Pour cela, depuis 17 ans, il a essayé de porter à l'écran « La faute de l'abbé Mouret » cinquième récit de la célèbre série de Zola « Les Rougon-Macquart ». En permettant à Franju de concrétiser enfin sa tentative, c'est à la productrice Vera Valmont que revient le mérite de briser la conspiration du silence, faite autour de l'œuvre de Zola. Il semble que la critique officielle ait également préféré oublier, quelque peu, ce film qui incontestablement, et à tout point de vue, dérange.

Franju assimile en fait l'abstinence imposée aux prêtres de

l'église chrétienne à un retrait de la vie. Au travers de l'histoire de Serge Mouret (Francis Huster), le monde traditionnel de l'Ancien testament se trouve complètement pris à revers. Le jeune abbé exerce un sacerdoce épuisant dans sa paroisse des Arthaud. En rencontrant dans le jardin d'un château laissé à l'abandon : Le Parandon, la belle Albine, (Gillian Hill), l'image de la Vierge Marie à laquelle il voue une foi ardente, devient réalité. Si bien que l'abbé Mouret, au cours d'une crise de scepticisme tombe gravement malade. Et la belle et sauvage Albine guidera dans le jardin édenique, les pas du convalescent qui a tout oublié de son passé.

Peu à peu, Mouret sort du souterrain étouffant dans lequel il dit avoir été plongé. Le désir prend corps, symbolisé par le serpent tentateur de la Bible. Mais là, le péché devient en fait accès à la vie. Il s'agit donc d'un retour au monde, duquel l'Eglise avait exclu Mouret.

Imbibés de la vitalité du jardin luxuriant, c'est pour les deux amants, le triomphe de la nature. Mais incarnées par le Frère Archangias, horrible quasimodo de la bondieuserie et de la morale oppressive, les forces de la mort reprennent le dessus. En respirant le parfum de différentes fleurs, Albine se suicide, apaisée, car elle a connu le bonheur de vivre. Quant au jeune curé, il se détourne de l'épouvante d'une certaine foi, illustrée tout au long du film par le Christ, de toutes les douleurs et tortures de l'âme et du corps. Mais c'est pour retrouver le visage de sa bien-aimée dans celui de la Vierge à laquelle il offre son élan vital.

A voir

Homme pour Homme, de Brecht (mise en scène : Jacques Rosner). D'un spectacle qui hésitait lors des premières représentations à Villeurbanne (cf. « T.S. » n° 456), en partie parce que l'interprète principal, Henri Virlogeux, n'avait pas trouvé son rôle, Jacques Rosner vient de faire une manifestation théâtrale extrêmement brillante (1). Il l'a fait en confiant l'adaptation à la scène française de la difficile musique de Dessau à Karel Trow, le musicien d'Opérette au T.N.P., en mêlant des chanteurs aux comédiens, et en remettant la pièce en chantier pendant de longs mois.

Nous reparlerons de ce travail quand nous aurons vu celui de Bernard Sobel et Jean Dufour (à Genevilliers) sur la même pièce. Mais il n'y a pas lieu d'attendre pour l'aller voir.

(1) Théâtre de la commune, 2, rue Edouard-Poisson, Aubervilliers.

T.V.

Le mercredi, vers 10 h 40, « Post scriptum », émission littéraire de Michel Pollack. Le monde du livre et de l'édition qui veut s'intéresser au monde tout court et à la Révolution.

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Les documents-photo insérés
dans ce numéro ont été fournis
par les agences suivantes :
A.F.P. — AGIP — Collom-
bert — Jean Pottier ainsi que
puisés dans nos archives.

Le présent numéro est tiré
27 000 exemplaires

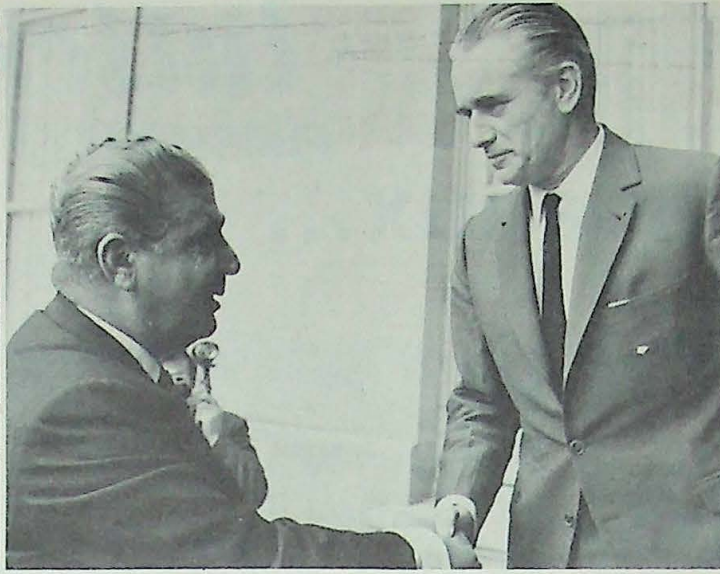
PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**SIMÓN
DU DÉSERT**



Le cours des choses

Jean-Marie Vincent

En France, nous commençons à vivre à l'heure de Nixon et de Spiro Agnew (le vice-président des États-Unis). Certes, le président de la République, M. Pompidou, a un langage plus châtié que son homologue américain et M. Chaban-Delmas aime se présenter comme un « libéral » et un « réformateur ». Cela n'empêche pas que le même fond réactionnaire transparaît dans la politique suivie des deux côtés de l'Atlantique. Le maître-mot, c'est le maintien de l'ordre.

L'ordre, c'est en principe le contraire du désordre. Mais quel est le désordre que visent nos gouvernements ? Les injures faites quotidiennement aux hommes qui travaillent par ceux qui les commandent ? Non, bien sûr. Le désordre, c'est tout simplement ce qui les gêne, ce qui vient troubler le « cours des choses », leur cours des choses. Au fond, il n'y a pas à s'en étonner. La grande peur de mai-juin 1968 a conduit logiquement la classe dominante à renforcer ses moyens policiers et son arsenal répressif.

Ce qu'il faut voir bien en face, c'est que la mise en place de cette politique ultra-réactionnaire est acceptée par nombre de gens, particulièrement dans les classes moyennes et dans la classe ouvrière, qui n'y ont pas intérêt. Les raisons de cet état de fait sont diverses. Il y a la peur de l'inconnu, l'angoisse devant des perspectives incertaines. Il y a la force des habitudes acquises, des préjugés, la crainte de perdre un petit monde familier où l'on a aménagé sa vie tant bien que mal. Il y a aussi, fruit de la division capitaliste du travail, la peur de tomber plus bas et l'espoir plus ou moins vague de monter plus haut que le voisin. Est-il besoin de dire que tout cela n'a pourtant rien de nécessaire et d'inéluctable ? Si les illusions l'emportent pro-

visoirement sur la réalité des affrontements de classe, c'est bien parce que les aspirations au changement, à la transformation de la société n'ont pas trouvé dans ce qu'on appelle la gauche le moyen d'expression adéquat, celle-ci s'étant laissée enfermer dans les limites de la démocratie formelle, c'est-à-dire dans les limites d'une démocratie conçue et créée par la bourgeoisie pour elle-même. Tous les grands mouvements, de juin 1936 à la résistance, malgré des améliorations partielles de la condition des travailleurs, ont abouti à des déceptions. Plus ça changeait, plus c'était la même chose. Mai-juin 1968 n'a pas fait exception. Le déplacement de la bataille des entreprises vers les élections législatives, sous le poids du mouvement ouvrier officiel, ne pouvait signifier autre chose que le renoncement à une utilisation efficace des forces populaires.

C'est pourquoi à l'heure présente l'action politique ne peut attirer beaucoup les travailleurs et plus généralement les masses populaires. Il n'y a plus d'opinion publique digne de ce nom et comme la majorité des travailleurs est de plus en plus convaincue qu'il n'y a rien d'important à attendre du soutien qu'elle apporte aux organisations politiques, elle se réfugie dans une attitude sceptique, pragmatique, cherchant à tirer le meilleur parti des principales forces en présence (le fameux phénomène baptisé : simplification de la vie politique).

Cette destruction de la politique traditionnelle, ou plus précisément sa perte de substance aux yeux des couches populaires, n'est évidemment pas propice à une prise de conscience. Le monde social pour les travailleurs est très souvent un monde opaque, constitué d'autant de segments diffici-

lement reliables les uns aux autres, qu'il y a de problèmes à affronter. La perception des problèmes politiques globaux leur est donc extrêmement difficile, et par voie de conséquence ils peuvent être influencés sans s'en rendre compte par des conceptions réactionnaires.

Pourtant, comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises dans « Tribune socialiste », la classe ouvrière se bat et se bat durement. En France comme dans d'autres pays d'Europe elle essaie de secouer le carcan que lui imposait la discipline capitaliste du travail et le mode de vie qui en découle. Sa résistance à l'exploitation n'est pas moins forte aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a vingt ans. Bien au contraire, elle est plus acharnée et plus vigoureuse. Tout le problème pour les révolutionnaires est de lui donner un contenu politique en montrant qu'elle est porteuse d'un principe différent d'organisation de la production de la société. La politique ne doit plus aller aux travailleurs, elle doit partir des travailleurs en lutte, brisant leur isolement et leur division. Les assemblées du personnel, le contrôle permanent de la base sur ses délégués, c'est cela la politique nouvelle, la politique qui en s'étendant à toute la société mettra fin à la dictature de la bourgeoisie.

Et c'est d'ailleurs bien parce qu'elle saisit le danger, que la classe dirigeante accentue sa répression et cultive les thèmes les plus réactionnaires à la façon de Nixon pour prévenir et pour sévir de façon anticipée. Il ne suffira certainement pas de campagnes libérales pour stopper ce type d'interventions. La bataille contre la répression est donc essentielle. Elle l'est en particulier pour que la résistance ouvrière se transforme en offensive contre le pouvoir.

Les petits cadeaux...

Françoise Tribondeau

... Entretiennent l'amitié. La promotion du personnel... et les comptes en banque !

Afin que le personnel des banques (C.I.C., Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit Industriel de Normandie...) soit considéré comme de « vrais collaborateurs », il lui est proposé, en dehors du temps légal de travail, une nouvelle promotion, celle de *démarcheur*, pour augmenter le nombre des clients et faire entrer de l'argent frais.

Cette opération se nomme *Cadorama, Expansion 70, Challenge créateur*. Nous sommes à la belle époque du « management ».

Cadorama, une action de promotion bien orchestrée :

Pour préparer les employés du C.I.C. au rôle de démarcheur (prospection auprès des familles ou amis), rien n'a été négligé : édition d'une *luxueuse brochure* « Comment parler du C.I.C. autour de vous » (coût : 10 F l'exemplaire + 2,75 F d'affranchissement pour envoi à domicile) ; réalisation d'un *montage audio-visuel* « le personnel est solidaire pour ac-

croître les profits de l'entreprise ».

Les récompenses pour les meilleurs démarcheurs ont été judicieusement choisies. Les cadeaux correspondront à l'effort entrepris. Au prorata de l'argent apporté à la banque, le personnel recevra des « chèques-points » (« comme à la COOP », note avec humour l'un des « heureux participants involontaires à l'affaire » !).

Les cadeaux ainsi sélectionnés amélioreront la condition de la femme au foyer (matériels électroménagers qui « libèrent la femme » comme dit la publicité), apporteront à la famille les formes modernes de culture et d'information (téléviseurs, chaînes stéréo « hi-fi »...), procureront de meilleurs moyens de profiter des joies de la nature et du grand air de nos belles campagnes (voiliers, voitures de sport...).

La réaction du personnel

Parmi les employés, il y a ceux qui ne pensent rien et ceux qui se demandait pour qui on les prend (les femmes soulignent que les plus heureux sont leurs enfants qui

« font du découpage avec les belles images du joli catalogue en couleurs ». La société de consommation leur procure au moins une distraction d'où sortiront peut-être des œuvres inédites et pleines de fraîche naïveté de l'enfance).

Parmi les silencieux, il y a quelques personnes qui se laisseront tenter par l'opération, soit par le besoin, soit par l'appât.

Comment ont réagi les organisations syndicales ?

La C.G.T. a dénoncé dans son tract cette opération de façon assez traditionnelle. La C.F.D.T., elle a « imagé » le sien, en décrivant l'opération et donnant quelques réactions recueillies auprès du personnel (« je deviens démarcheur, en faisant des heures supplémentaires — je profite de mes amis — si le C.I.C., crée des ennuis à ceux que je lui adresse, je perds leur amitié... »), notant les contradictions face à cette opération (bas salaires, surcroît de travail, mauvaises conditions de travail, revendications non satisfaites, pas de répartition des bénéfices...).

« Où peuvent s'arrêter ces « actions-cadeaux » ? « Pourquoi ne pas, dans un second temps, proposer un concours pour passer le plus de pièces sur sa machine et accroître nos cadences » soulignent nos camarades de la C.F.D.T. du C.I.C. en rappelant à leur direction que « chaque employé a sa dignité d'homme et ne peut être considéré comme un enfant à qui l'on donne des jouets... pour lui faire oublier les subtilités du système ».

Par cette opération, on veut aussi déguiser la réalité (salaires, conditions de travail) et voiler l'exploitation de la force de travail du personnel pour accroître les profits d'autrui.

Les sections C.F.D.T. et C.G.T. du C.I.C. ont mis en garde tout le personnel contre cette nouvelle forme d'exploitation. Elles ont demandé l'arrêt immédiat de l'opération.

Le Comité central d'entreprise a exprimé le même désir et a dénoncé l'opération « *Cadorama* » « comme une vaste mystification tendant à faire croire que la banque est l'affaire du personnel, alors que les profits restent les privilèges de quelques-uns et les

bas salaires, les mauvaises conditions de travail sont le lot du plus grand nombre ». Il s'est élevé « contre une pratique amenant le personnel à effectuer un travail de démarche en heures supplémentaires non rémunérées régulièrement, alors que le patronat bancaire s'était engagé à réduire le temps de travail, conformément aux accords de mai/juin 1968 ».

Enfin, il rappelait l'article 43 du Livre I du « Code du Travail » qui stipule : « Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal. » La direction générale du C.I.C. répond à ces motions par de mauvaises raisons : plus de 200 entreprises emploient ces mêmes moyens — cette opération profitera à tous — il ne peut être question d'augmenter le temps de travail, puisque le personnel n'est pas obligé de participer à cette opération.

La vérité est que le système reconsidère ses formes de participation. Démarcheurs bénévoles, les employés participeront au développement des entreprises, recevant en échange quelques gadgets ! □

Scandale aux ateliers de Saintes

Jacques Desmoulins

Les 1 000 travailleurs des ateliers de la S.N.C.F. de Saintes ont récemment pris connaissance d'un communiqué de la mairie annonçant que « dans des locaux vacants de la S.N.C.F. et pour une période transitoire » une importante industrie, dont le nom ne pouvait être dévoilé, allait s'implanter.

Depuis cette déclaration, qui remonte à moins de deux mois, les informations, pourtant parcimonieuses, ont filtré. On a ainsi appris le nom de l'entreprise. Il s'agit de la *Compagnie industrielle des téléphones* (Erikson) à capitaux américano-suédois, type de la société assurant des fabrications techniquement au point, bien rôdées, employant une main-d'œuvre non qualifiée à dominante féminine. Implantation relativement lé-

gère qu'on peut d'ailleurs aisément déménager si les nécessités l'imposent.

On a appris aussi que dans un premier temps — et faute de découvrir le terrain de 8 ha qu'il lui faudrait, paraît-il pour implanter son usine, la C.I.T. se serait vu offrir une ancienne petite usine de chaussures (Établissements Gaquière) désaffectée. La ville aurait promis d'aménager les accès quelque peu étroits et l'affaire semblait faite. On a appris ensuite qu'un des administrateurs de la filiale C.I.T., anciennement ingénieur de la S.N.C.F. à Saintes, aurait alors attiré l'attention de l'entreprise sur les locaux disponibles à la S.N.C.F.

Tout ceci ne posait pas de problème fondamental. Les cheminots de Saintes n'étaient

pas hostiles à l'idée de voir s'implanter une industrie amenant du travail dans des locaux qui ne servaient plus à rien.

Mais où l'affaire a sérieusement rebondi, c'est quand on a su que la C.I.T. avait jeté son dévolu, *non sur les locaux inoccupés*, mais bel et bien sur l'atelier de mécanique générale, le plus moderne et le mieux outillé de la S.N.C.F., atelier où travaillent actuellement de très nombreux ouvriers et cadres moyens.

Cet atelier serait réparti dans plusieurs ateliers plus petits. Il faudra démonter plus de 50 machines-outils, les réinstaller ailleurs. Il est douteux que les conditions de productivité ainsi obtenues soient comparables à celles qui existent actuellement. Les

cheminots craignent aussi que cette réorganisation interne ne soit prétexte à l'accélération du processus de réduction de l'activité générale.

Et puis, tout cela coûte très cher. Une première étude a chiffré à 2 millions (nouveaux) le coût de l'opération. Calculs refaits dans le sens de l'économie la plus stricte, on arriverait à 1,3 million.

Qui paiera ? Question brûlante. Il serait curieux (mais peut-être pas paradoxal) de voir la S.N.C.F. régler la facture. Il y a déjà des précédents (raccordements de lignes à des entreprises privées notamment). Ce n'est pas à Saintes qu'il serait nécessaire alors d'expliquer le « déficit » de la S.N.C.F.

La C.I.T. ne semble pas, de son côté, décidée à payer. On

sait que ces entreprises jouent volontiers les coquettes. Elles sont tellement désirées !

Il est, par ailleurs, permis d'avoir des doutes sur l'aspect provisoire de l'opération. Le contrat entre la S.N.C.F. et la C.I.T. serait de quinze ans. L'usine moderne, sur les 8 ha, risque de ne pas être pour demain !

Les choses en sont là. La section locale du P.S.U. est en liaison étroite avec les organisations syndicales de la S.N.C.F. Sa tâche, qui se situe sur le plan politique, est d'expliquer qu'il y a là un magnifique exemple de collusion entre les intérêts privés et les services publics.

Elle n'en sera que plus à l'aise pour situer l'axe des luttes ouvrières dans le sens d'une dénonciation sans appel du système capitaliste. □

Réflexions sur les luttes en Lorraine

Jacques Sauvageot

Nous avons vu la semaine dernière que le Nord de la Lorraine connaissait depuis quelque temps des luttes nombreuses et importantes. Quelles en sont les raisons ? Quelles conclusions peut-on tirer de l'analyse de ces luttes ?

La Lorraine : une région du « tiers monde » français

● On a souvent voulu voir dans ces luttes un reflet de la dégradation de la situation économique de ces régions.

Si l'on considère la situation de la sidérurgie lorraine, il est certain, en effet, que ces jours sont comptés. Tout semble prouver que le patronat n'a pas véritablement inscrit de plans de financement sur la région de Thionville ; pour lui, les industries sidérurgiques lorraines doivent permettre d'attendre que les grands complexes sidérurgiques de Fos et de Dunkerque fonctionnent à plein, après quoi... personne ne sait ce qu'elles deviendront.

La situation du bassin houiller est à peu près identique. D'une part les plans prévoient une réduction du tiers des effectifs d'ici 1975, et 5.000 jeunes arrivent par an sur le

marché du travail, qu'on ne peut employer (certains vont à Metz, à Nancy, mais la plus grande partie va travailler en Allemagne, ce qui cache le problème sans le résoudre). D'autre part il n'existe aucun plan dans l'exploitation et dans l'utilisation du charbon : on se prépare à couper toute la production destinée à l'E.D.F. (qui se fournit soit en charbon sarrois — dans le cadre des accords franco-allemands — soit en charbons étrangers), et à terme, en attendant que l'énergie nucléaire industrielle soit compétitive, le fuel pourrait prendre de plus en plus la relève du charbon. Dans une région où tout repose sur cette seule activité, on voit quels problèmes peuvent se poser à ce sujet les travailleurs pour l'avenir de leur emploi.

Les travailleurs remettent en cause l'organisation du travail

● Mais ce n'est pas en fait ce malaise que les revendications et les actions des travailleurs traduisent principalement. Ceux-ci remettent en cause avant tout l'organisation du travail.

A Sidor - Thionville, à l'aciérie Martin de Wendel-Si-

délor, à Usinor-Thionville, ce ne fut pas tant sur les salaires que sur les conditions de travail et les qualifications que les travailleurs se sont mis en grève et ont bloqué la production. A Merlebach, puis dans tout le bassin houiller, le mouvement a eu pour origine les conditions de travail et les conséquences qu'ont sur l'ensemble de la vie des travailleurs ces conditions de travail. Par là, c'est donc non seulement le prix auquel est payé le travail des ouvriers qui est remis en cause, mais le travail lui-même. Et les travailleurs sont en train d'en prendre clairement conscience.

Prenons deux exemples sur le bassin houiller. Ce qui a été déterminant pour le démarrage de l'action, c'est la conscience qu'ont eue les travailleurs des conséquences qu'allaient avoir sur leur vie personnelle et familiale la nouvelle organisation du travail sur quatre postes au lieu de trois ; et le « référendum » organisé par la C.F.D.T. auprès des femmes de mineurs a été un catalyseur dans la prise de conscience de ces phénomènes. D'autre part, un délégué syndical reconnaît lui-même : « Certes la plateforme mise en avant est en apparence très matérielle, mais dans le fond ce qui compte pour les gars, c'est leur dignité. Quand des gars disent : on s'en fout si nous on gagne un peu moins pourvu qu'on gagne tous pareil, même si c'est facile à dire, cette réaction traduit quand même un certain état d'esprit... Dans l'affaire des quatre postes, ce qu'il y a eu de décisif, c'est que les types ont senti que l'on n'avait pas pensé à eux, que l'on avait imposé les nouvelles mesures uniquement pour des considérations industrielles. »

C'est par l'intermédiaire de cette prise de conscience que leur dignité est sans cesse bafouée, que les travailleurs lorrains sont ainsi amenés à remettre en cause l'organisation du travail. Par rapport à ce phénomène, les stratégies des organisations syndicales, particulièrement de la C.G.T., se sont avérées incapables de répondre aux demandes, sinon formulées, du moins sous-ja-

centes, des travailleurs. Dans les trois grèves de Thionville, la C.G.T. a joué un rôle pour le moins « effacé » ; quant à la C.F.D.T., si ses militants jouent un rôle actif dans ces mouvements, l'organisation se retranche bien souvent derrière la « volonté des travailleurs » pour ne pas, en fait, avoir à prendre elle-même la conduite de la révolte ouvrière en lui offrant des perspectives.

La lutte ne devient plus seulement une affaire de délégués

● Donc même dans des secteurs « traditionnels » comme ces secteurs de l'industrie lorraine, la lutte prend, dans la conscience des travailleurs, un contenu nouveau. Et l'action n'est plus la même. A Thionville, dans la plupart des cas, les mouvements sont partis hors de toute consigne syndicale, et les travailleurs disaient à Hayange (Wendel-Sidélor) « les organisations syndicales ne proposent pas d'action » ; il est juste de reconnaître que, bien souvent, une sensibilisation sur les problèmes des conditions de travail et de qualification avait été faite par la C.F.D.T., mais c'est les travailleurs seuls qui ont donné le départ de la lutte. L'on a très bien ressenti ici les possibilités nouvelles d'organisation et d'action par les travailleurs eux-mêmes.

A Merlebach, la grève s'est déroulée de façon beaucoup plus traditionnelle, encadrée du début à la fin par les organisations syndicales. Toutefois, celles-ci ont tenu des réunions d'information et, si les travailleurs ne s'y sont pas exprimés, sinon en votant une fois contre la reprise de travail malgré la C.G.T. et F.O., du moins les ont-ils assidûment fréquentées. La grève n'est plus seulement l'affaire des délégués, mais leur affaire.

Enfin, il faut bien avoir dans l'esprit que si le mouvement a eu dans les mines l'ampleur qu'il a eue, c'est parce que des actions multiples et localisées avaient eu lieu l'an dernier, actions qui avaient à chaque fois fait reculer le patronat. Les travailleurs ont pu faire la différence entre des actions menées de bout en bout par les travailleurs et sur des objectifs très précis — comme cela avait été la cause pour les garde-vestiaires, pour les travailleurs des carrières de sable... —, et des actions remises entre les mains de « délégués » et s'assignant vingt objectifs.

Les stratégies syndicales sont inadéquates

● Certes, il faudrait se garder de généraliser trop rapidement ; mais les luttes qui se sont déroulées en Lorraine montrent clairement qu'une nouvelle conception des luttes est en train d'être élaborée par la classe ouvrière, dans les faits : la classe ouvrière peut prendre en charge elle-même ses luttes, et sait trouver les moyens de faire reculer ses exploités, en refusant toute diversion.

L'examen de ces mouvements éclaire l'inefficacité et le danger des stratégies syndicales. Parce qu'elle veut être reconnue par le pouvoir comme un interlocuteur valable, la C.G.T. est, dans les faits, contrainte de donner des gages à la bourgeoisie : dans tous ces mouvements, elle a joué un rôle démobilisateur. Parce que leur confédération a adopté également comme objectif du syndicat la négociation au sommet avec le patronat, les militants de la C.F.D.T. sont pris dans des contradictions insurmontables : ainsi à Merlebach, ils veulent lutter aux côtés des travailleurs contre la réorganisation du travail qui a pour but d'augmenter la productivité des machines et des hommes, mais ils sont en porte-à-faux, car ils admettent comme un fait acquis la nécessité de cette augmentation de productivité (et donc de bénéfices). Entre la stratégie de négociation au sommet des organisations syndicales et la réalité des luttes dans les entreprises, la contradiction est ainsi apparue nettement.

Dans ces régions où l'on considère la politique comme « quelque chose de sale » se manifeste, en fait, une demande politique profonde, celle d'un changement total de société, de vie. Aussi les militants politiques ont-ils une tâche particulièrement lourde. Leur présence et leur intervention permanente est nécessaire. Mais il faut pour cela qu'ils en aient les moyens.

Notre parti doit donner à ses militants ouvriers ces moyens, et les cadres d'action nécessaires. Les travailleurs sont à la pointe de la lutte, ils doivent unir leurs efforts, relier leurs interventions. Et à cet égard, la dernière leçon à tirer de ces luttes, c'est que les structures du parti, calquées sur les structures officielles bourgeoises, les départements, ne sont pas aptes à la bonne animation des luttes ouvrières. □

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

16 - Les Travailleurs immigrés. Le numéro 1,00 F.

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Occupation des bureaux de la Direction aux Nouvelles Galeries

Vendredi 6 novembre à Saint-Etienne... la lutte des employés des Nouvelles Galeries se durcit face à l'intransigeance d'un patronat qui refuse même de négocier !

L'action a été engagée il y a 57 jours ; des arrêts de travail nombreux, 28 exactement ont eu lieu, totalisant 96 heures de grève.

Depuis quatre jours, les bureaux de la direction sont occupés jour et nuit par les grévistes. Comment cette décision a-t-elle été prise ?

Les formes d'actions sont régulièrement décidées en Assemblées générales réunies à l'appel des syndicats C.F.D.T. (majoritaire) et C.G.T. Le débat entre tous les employés permet de définir les meilleures méthodes d'action. Les syndicalistes insistent beaucoup sur cette « autogestion » de la lutte qui leur paraît décisive pour la prise de conscience des travailleurs et l'orientation des luttes à venir. Ainsi ont été recherchées des formes de grève variées avec la volonté de faire jouer au maximum l'effet de surprise contre l'adversaire : grève silencieuse ou occupation de l'escalier central à un moment de pointe, très large piquet de grève avec discussions avec les clients, etc.

Il y a quelques jours, l'Assemblée générale a mandaté le Comité de grève pour lancer une initiative spectaculaire tenue secrète jusqu'au dernier moment. Ce fut l'occupation des bureaux de la Direction. Cette décision fut prise à l'unanimité du Comité mais depuis elle a été désapprouvée par la C.G.T. Cependant l'occupation se poursuit avec la participation des travailleurs de la C.G.T. aux côtés de ceux de la C.F.D.T.

La justice bourgeoise a eu à intervenir. En effet les délégués C.F.D.T. et un permanent de l'Union départementale ont été traduits devant le juge des référés à la demande de la direction des Nouvelles Galeries qui a obtenu gain de cause. L'expulsion doit avoir lieu sous 48 heures. La force publique est chargée de l'exécution.

Cette direction — sur le plan local — ne semble pas capable de négocier et la direction générale refuse de discuter des revendications ! On annonce au 57^e jour l'arrivée d'un patron de Paris des Nouvelles Galeries... qui vient, a-t-il fait dire, « s'informer » ! Acceptera-

t-il finalement de négocier ? En tous cas il trouvera des employées (il y a surtout des travailleuses) décidées à lutter jusqu'à la victoire et des milliers, des dizaines de milliers de Stéphanois décidés à les aider dans leur combat.

La solidarité financière s'organise (par les U.D., C.F.D.T. et C.G.T.) et déjà plus d'un million de francs ont été rassemblés. Les « clubs consommateurs » des A.P.F. ont manifesté leur appui aux grévistes. Des grèves de solidarité ont eu lieu notamment au magasin Monoprix, l'occupation des bureaux de la Direction n'est qu'une étape dans la lutte qui ne remplace par les autres formes d'actions.

Si les employés des Nouvelles Galeries ont engagé cette lutte, c'est qu'ils en ont assez de l'oppression patronale !

Les conditions de travail sont de plus en plus dures : bruit, « musique d'ambiance », slogans publicitaires hurlés par les hauts-parleurs, travail debout au milieu de la foule des consommateurs. Pendant les congés, la direction a provoqué un surcroît de travail et de fatigue en embauchant seulement quelques auxiliaires pour remplacer les absents.

Les salaires sont lamentables : une vendeuse débutante gagne 725 F par mois, une vendeuse confirmée : 761 F par mois, ceci après 5 ans de pratique.

A l'unanimité, les travailleurs des Nouvelles Galeries ont refusé une augmentation de 3% au 1^{er} octobre !

Les revendications portent sur les salaires :

- augmentation uniforme de 100 F par mois ;
- prime de congés de 350 F ;
- couverture maladie à partir du premier jour ;
- prime de transport de 30 F ;
- une mensualisation véritable, mettant également en cause la monarchie patronale comme le montre la revendication d'une heure mensuelle payée d'information.

Enfin les exigences des grévistes portent sur une amélioration des conditions de travail (sièges pour s'asseoir, climatisation des locaux...).

Grève des rééducateurs psychagénéistes

En grève depuis le 21 octobre, ils ont obtenu au niveau intérieur des victoires face à leur patron :

— intégration à une convention collective ;

— voix consultative au comité de gestion (ne pas confondre avec participation).

Sur le plan extérieur, il n'en est pas de même.

Nous demandons la reprise des cours de la seule formation publique de spécialistes de l'enfance handicapée : la psychagénéisie.

Les ministères compétents, Education nationale et Affaires sociales ont montré par leur passivité, de façon évidente, leur inintérêt pour l'enfance handicapée.

Comme d'habitude, ils rejettent leur responsabilité respective sur le ministère d'à côté. Ils ne provoquent aucune réunion interministérielle, objectif demandé depuis le premier jour de la grève.

Les travailleurs ont fait des lettres, motions et une manifestation.

Rappelons que le 28 octobre, des rééducateurs et des parents ont voulu défilé devant le ministère de l'Education nationale. Avant même que la manifestation se regroupe, ils ont été bloqués sur l'esplanade des Invalides, par les forces de l'ordre.

Seules quatre personnes ont pu pénétrer à l'intérieur du ministère et ont attendu pendant deux heures dans un quelconque secrétariat.

Les parents et les travailleurs impatientes et scandalisés du manque d'intérêt porté au problème ont forcé trois barrages de police. N'ayant pu forcer le quatrième (cordon et car) ils se sont assis dans la rue de Grenelle jusqu'à ce qu'une délégation soit reçue au ministère par de véritables responsables. A ce moment, ils ont été l'objet malgré la présence d'enfants, de bousculades par des policiers et des parents ont été en proie aux provocations et aux injures les plus grossières.

Mlle Dienesch, ce même jour, prêchait à la radio le bénévolat !

Quelques « dames de la bonne société » entre deux tasses de thé vont prendre quelques cours et s'occuper quelques heures par semaine des enfants handicapés mentaux avec « beaucoup de compétence » !

Face à cette situation, les travailleurs soutenus par les parents continuent et durcissent l'action. Ils veulent arriver à une véritable prise en charge publique des problèmes de l'enfance handicapée.

Dernière heure

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons le décès survenu dans la soirée du 9 novembre du général de Gaulle. Il n'est pas dans les habitudes de « Tribune Socialiste » de sacrifier au sensationnel. Cependant, même si nous avons combattu sa politique depuis le premier jour, son personnage a marqué à ce point la vie politique française depuis dix ans que nous consacrerons la semaine prochaine une partie de nos pages politiques à l'analyse de ce qui fut son action de rénovation du capitalisme français. Cependant, quoi qu'en diront des commentateurs zélés, sa mort n'est pas en soi un événement politique. Car c'est sur les barricades de Mai 1968 et dans le formidable mouvement de révolte populaire qui s'en est suivi que Charles de Gaulle est mort pour l'histoire. Quoi qu'en diront ses thuriféraires, c'est dans ces derniers jours où ce vieil homme ne comprenait plus les revendications de tout un peuple à vivre libre, où l'Etat qu'il incarnait avait cessé à ce point d'avoir une réalité qu'il devait aller mendier son pouvoir auprès de l'armée d'Allemagne, que celui que les bourgeois apeurés de Mai 1958 avaient hissé à la charge suprême se vit retirer la confiance de ses mandataires. Chassé par les travailleurs et par ceux qui surent habilement tirer parti des hésitations et des faiblesses des organisations ouvrières, Charles de Gaulle n'avait plus qu'à terminer sa vie en paix.

« T. S. »

lutttes ouvrières

● Citroën Clichy

Le 4 novembre dernier, un ouvrier est mort des suites d'un accident du travail. Les travailleurs de son atelier se sont rendus à la direction pour demander des mesures de sécurité. Chez Citroën il n'existe pas de comité d'hygiène et de sécurité qui est pourtant exigé par la loi. Les flics-maison ont essayé d'empêcher les travailleurs d'arriver jusqu'à la direction. Sans succès.

● Traminots de Roubaix

Depuis plus de deux mois, les traminots de Roubaix procèdent à des arrêts de travail fréquents pour obtenir la revalorisation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. La direction menace maintenant les grévistes et particulièrement ceux qui sont syndiqués de blâmes et de licenciements, alors que pour un coup c'est là qu'il faudrait négocier.

● Landes

Pour avoir muté dans un emploi inférieur un délégué syndical à la suite d'une grève, le patron d'une briqueterie vient d'être condamné à 300 F d'amende. Le militant syndical reçoit 500 F de dommages. Soit : valeur d'un délégué 800 F. Bonne affaire !

● GDF - Alfortville

La société « Entrepose » travaille pour le compte du GDF à Alfortville. Un travailleur de cette entreprise a été renvoyé pour non-respect des consignes de sécurité, alors qu'il travaillait là depuis 10 ans. En fait, ce travailleur s'était permis de faire remarquer à des cadres GDF qu'ils n'avaient aucun conseil à recevoir d'eux pour ce qui concerne son travail. L'ensemble des salariés a réagi spontanément en demandant des explications à la direction. Explications que celle-ci refuse de donner bien entendu. Les choses en sont là.

● Enghien - Informatique

M. Gachot, patron de cette entreprise, n'aime pas les syndicats. Il sait utiliser les licenciements, les mises à pied, la violence et la police pour éviter les élections du comité d'entreprise. Celles-ci ont quand même eu lieu, et elles sont irrégulières. Il n'empêche que l'homme à abattre aux yeux de la direction a été élu. Il s'agit de Sylvestre Gilloire que M. Gachot a mis à pied voici déjà six mois. Une belle leçon.

● Renault - Cléou

Depuis le 1^{er} octobre, la durée hebdomadaire de travail est diminuée d'une demi-heure ; ce qui devrait se traduire par une baisse de cadence de 40 moteurs. Alors qu'en fait les cadences augmentent de jour en jour. Tous les midis, à l'heure du repas, nous dénombrons 30 moteurs de plus, ce qui permet à la direction de récupérer le quart d'heure d'arrêt de l'après-midi. Tous les soirs, nous dénombrons en moyenne 20 moteurs en plus de la production normale. Le vendredi, alors que nous quittons 55 minutes plus tôt que les autres jours, la cadence est également augmentée par rapport au temps de travail.

Les travailleurs ont réagi : quand la production est effectuée, ils arrêtent la chaîne. Pour intimider les travailleurs, la direction a fait installer des mouchards, d'énormes phares orange clignotants (comme sur les voitures de police). Mais cela ne suffit pas. Pour empêcher les travailleurs de continuer leur action, la direction emploie les menaces personnelles.

Quant aux syndicats, ils discutent depuis longtemps le problème des cadences avec la direction sans résultat. La preuve est faite que, sans action unie à la base, les négociations n'aboutissent pas.

Sur le front des luttes

Des abonnements pour tribune

« Tribune Socialiste » est un instrument pour étendre l'influence du parti. Quelles que soient les critiques que les uns ou les autres peuvent lui adresser, notre journal intervient dans les luttes politiques nationales et internationales. La grande presse fait de plus en plus référence à ses prises de position, à ses commentaires sur les luttes politiques et sociales. La faiblesse de ses moyens de départ ne lui permet cependant pas d'exploiter à fond toutes les possibilités et de s'adresser à tous les lecteurs en puissance. Un moyen très simple de nous aider est de faire de nouveaux abonnés, en effet chaque nouvel abonné signifie un peu d'argent supplémentaire que nous pouvons investir dans l'amélioration de la rédaction ou de la diffusion.

Notre tarif abonnement ne peut être un obstacle :

— un an : 43 F,

— un an, de soutien : 80 F.

Chaque abonné d'un an recevra un livre ou un disque en cadeau de bienvenue. Chaque militant du Parti nous ayant fait parvenir 10 (dix) bulletins d'abonnement recevra lui-même un livre ou un disque (d'une valeur de 25 F à choisir dans la Librairie T.S.).

— **ABONNEMENT D'UN AN A 43 F**

Un livre (au choix) :

— Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France, par Michel ROCARD.

— La C.G.T., par André BARJONET.

— Les paysans dans la lutte des classes, par Bernard LAMBERT.

Un disque :

— Quatre chansons pour le Vietnam, par Simone BARTEL, Ed. T.S.

— **ABONNEMENT D'UN AN DE SOUTIEN A 80 F**

Un livre (au choix) :

— Le Parti Communiste Français, par André BARJONET (valeur 16,50 F).

— L'Empire américain, par Claude JULIEN (valeur 25 F).

— La Théorie du matérialisme historique, par N. BOUKHARINE (valeur 20 F).

Un disque :

— Chants révolutionnaires du monde, par le Groupe des 17 (valeur 24,25 F).

Au mois de septembre dernier, les centrales ouvrières ont écrit au C.N.P.F. pour lui faire part d'un certain nombre de revendications sur lesquelles elles souhaitent voir s'ouvrir des négociations. Ces revendications (salaires, mensualisation, indemnisation du chômage, retraites, droit syndical) sont effectivement, pour une large part, dans le mécontentement des travailleurs, mais la démarche syndicale s'est faite sans s'assurer du soutien de la base. Cette manière de procéder conduit toujours le patronat à refuser la discussion. Les centrales syndicales le savent.

Quoi qu'il en soit, le C.N.P.F. a répondu, et, comme on s'y attendait, il refuse de discuter presque tous les points des différentes lettres. Cela ne l'empêche pas de continuer à faire de grandes déclarations sur la nécessité de la concertation avec les représentants des travailleurs. Mais le patronat n'entend discuter que les points que lui seul veut voir réglés.

Les centrales ouvrières font mine de s'offusquer de la réponse patronale. Elles affirment que l'on va voir ce que l'on va voir. Tout cela est accueilli dans les entreprises par une remarquable indifférence des travailleurs. Ils estiment que ces « bonnes manières » ne sont plus de mise. Les derniers conflits montrent bien que c'est par d'autres combats que l'on remporte des victoires.

La lettre du C.N.P.F. et les réactions syndicales nous ont inspiré une pièce en quatre actes, que les comités d'entreprise pourront interpréter, s'ils le désirent, au cours de la traditionnelle fête de fin d'année. Elle est libre de droits. Puisse-t-elle combler les P.D.G. qui président souvent ces réunions, ainsi que les fanatiques de la négociation régulière et de la concertation permanente.

On ne badine plus avec les travailleurs

Jacques Ferlus

Acte I

La cour d'une usine — le délégué syndical est juché sur une caisse.

Le délégué. — Camarades, vous avez constaté que malgré les récentes augmentations, votre pouvoir d'achat diminue...

Le métallo. — Il a raison.

Le délégué. — ... Il faut obliger le patronat à ne pas payer des salaires au-dessous de 1 000 F...

La vendeuse. — Bravo !

Le délégué. — ... De même qu'il faut exiger la mensualisation pour tous et vite...

Le travailleur du bâtiment. — Je suis d'accord !

Le délégué. — Le patronat ne tient pas ses promesses sur la réduction de la durée du travail. Il nous faut refuser les cadences inhumaines...

Le mineur. — Le plus vite possible !

Le délégué. — Le chômage nous menace, camarades, que font le patronat et le pouvoir pour le plein emploi ?

Une ouvrière du textile. — Rien !

Le délégué. — Devons-nous aussi travailler jusqu'à 65 ans ?

Le vieux travailleur. — Ça fait vingt ans que j'entends dire que l'âge de la retraite va être avancé.

Le délégué. — Et puis, camarades, nous devons obtenir le droit de nous réunir régulièrement après les heures de travail. La cour après six heures, il y en a marre !

Une ouvrière. — Surtout qu'il commence à faire froid ! Grouille-toi !

Le délégué. — Je termine... Donc, camarades, est-ce que vous êtes d'accord avec les revendications du syndicat ?

Les travailleurs (ensemble). — Oui, Oui ! Qu'est-ce qu'on fait ?

Le délégué. — Je vais aller négocier avec le patron...

Les travailleurs (déçus). — Ah...

Acte II

Le bureau du P.-D.G.

Scène I — Le P.-D.G. derrière son bureau.

P.D.G. — Eh ! eh ! C'est qu'il n'est pas mauvais du tout ce bilan. La production a augmenté de 2 %, le chiffre d'affaires de 22 %, et les bénéfices de 5 %. Les carnets de commandes sont pleins. Les actionnaires n'auront pas à se plaindre. C'est une bonne année... On pouvait bien augmenter les salaires sans aucun risque. Cela a calmé les travailleurs. Mes cadres disent que l'année en cours sera moins bonne, mais ils sont d'un pessimisme ! Ils ne tiennent pas compte que j'ai de grands amis au gouvernement : MM. Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing. Ils me font une bonne politique. Combien nous avons eu raison de les mettre à la tête des affaires du pays.

Scène II. — Le délégué entre dans le bureau.

P.D.G. — Ah, mon cher ami ! Entrez, entrez, asseyez-vous ! Qu'est-ce qui me vaut le plaisir de vous voir ?

Délégué. — Ben, les gars ne sont pas contents... Ils parlent d'arrêter...

P.D.G. — Non ! Non ! C'est toujours la même chose. Vous ne voulez discuter avec moi que sous la menace... Ce n'est pas ça la concertation.

Délégué. — Ils en parlent... Sans plus...

P.D.G. — Ah bon... Eh bien, causons...

Délégué. — Ben... les salaires ?

P.D.G. — Pas possible... Vous avez déjà eu 6 % depuis le début de l'année... Certes la vie augmente, mais c'est de votre faute, vous ne laissez pas un sous au patronat pour investir.

Délégué. — Les horaires ?

P.D.G. — On peut en parler, mais plus tard... Pour le moment il y a du travail, il faut le faire... Et si vous travaillez plus, vous gagnez davantage...

Délégué. — Mais le chômage ?

P.D.G. — C'est vrai, il y a un risque... On pourrait étudier un nouveau mode de calcul de la retenue qui est pratiquée sur vos salaires.

Délégué. — Et la retraite ?

P.D.G. — Pas de politique entre nous, c'est une affaire de gouvernement.

Délégué. — Pour pouvoir réunir les travailleurs, il...

P.D.G. — Ne revenez pas sur ce problème, je paie déjà assez de délégués de toutes sortes, ne me demandez pas encore une heure pour permettre aux salariés d'aller écouter les propos de M.M. Ségué et Descamps.

Délégué. — ...

P.D.G. — Eh bien voilà, nous avons réglé tous nos problèmes... Ah, la concertation, il n'y a que ça de vrai !... Au revoir mon ami... Et sachez que la porte de mon bureau vous est toujours grande ouverte.

Scène III. — Le P.-D.G. se dirige vers la fenêtre et il entend les voix qui montent de la cour.

Délégué. — C'est NON sur tout, camarades ! Mais je vous donne rendez-vous demain pour vous dire quelle riposte entend donner le syndicat.

Les travailleurs (déçus). — Ah...

P.D.G. — Tout va bien, tout va bien.

Acte III

La cour de l'usine, le délégué juché sur une caisse.

Métallo. — Descends de ta caisse, on veut te causer.

Délégué. — Voilà camarades, voilà...

La vendeuse. — Je devrais gagner au moins 1.000 F, ça fait le tiers en plus de mon salaire actuel. Alors, à partir de maintenant, j'arrête un tiers du temps... Sans prévenir... Quand ça me plaît...

Le travailleur du bâtiment. — La mensualisation pour 72, c'est trop loin... Je veux ça tout de suite... J'arrête jusqu'à ce qu'on me donne satisfaction.

Le mineur. — Moi je continue le travail, mais d'accord avec les copains, je ne produirai plus que quatre tonnes par jour... A prendre ou à laisser...

L'ouvrière du textile. — Moi aussi je réduis ma cadence. Ainsi le patronat y réfléchira deux fois avant de licencier.

Le vieux travailleur. — Ah camarades ! Si on avait fait comme ça plus tôt, il y a un moment qu'on l'aurait la retraite à 60 ans.

Une ouvrière. — Et maintenant on décide de se réunir quand on veut et où on veut.

Métallo. — Tous ceux qui sont d'accord avec les revendications exprimées par notre assemblée, lèvent la main. (Tous lèvent la main)... Alors ? Qu'est-ce que tu attends ?

Délégué. — Quoi ?

Métallo. — Va voir le patron !

Acte IV

Le bureau du P.-D.G.

Scène I.

P.D.G. — Entrez, mon ami ! Entrez !... Oh ! Mais vous avez l'air bien satisfait !

Délégué. — C'est que ça y est... Ils ont arrêté...

P.D.G. — Quoi ?

Délégué. — C'est la grève !

P.D.G. — Sans prévenir ?

Délégué. — Ils ont tous voté pour.

P.D.G. — Pourtant je paie bien ?

Délégué. — Etant donné que la production a augmenté de 2 %, le chiffre d'affaires de 22 % et les bénéfices de 5 %, les salaires doivent augmenter de 10 %...

P.D.G. — Mais il faut tenir compte des horaires ?...

Délégué. — Justement pour les horaires, c'est fini... Huit heures par jour, pas une de plus... Et pas question de payer moins...

P.D.G. — Vous allez me ruiner, vous serez au chômage.

Délégué. — Plus de chômage, au contraire...

P.D.G. — Je suis ruiné... Mes actionnaires vont être furieux... Que vont dire MM. Chaban-Delmas, Giscard d'Estaing, Huvelin et Ceyrac ?

Délégué. — Tout ce qu'ils voudront, on s'en moque !

Scène II. — Les travailleurs entrent dans le bureau du P.-D.G.

Un travailleur. — Alors ?

Le délégué (sur une chaise). — Le patronat agonise, camarades !

Travailleurs. — Nous avons gagné !

Le métallo (se dirigeant vers le bureau du P.D.G.). — Allez, disparaissez au plus vite... Nous n'avons pas de temps à perdre... Nous allons mettre de l'ordre dans nos affaires...

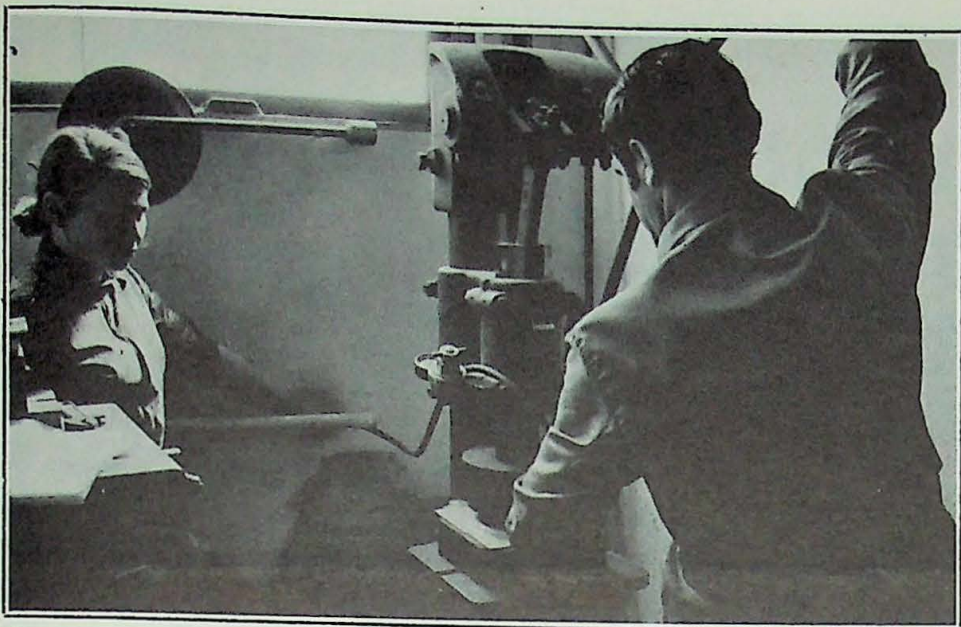
L'ouvrière du textile (prenant le téléphone). — Avant, si tu permets...

Le métallo. — Quoi ?

L'ouvrière du textile. — Je vais prévenir Georges et Eugène. Ça leur fera sûrement plaisir !

FIN.

On peut chanter l'Internationale...



Ouvriers face aux appareils

Christian Leucate

Hispano-Suiza à Bois-Colombes : une entreprise modèle. Branche aéronautique, la fierté de l'industrie nationale, un syndicalisme fort : la C.G.T. est constamment majoritaire, elle tient le comité d'établissement depuis la guerre. En face, une direction « intelligente ». Ici, on n'est pas à Simca ou à Citroën : le patron a compris qu'« il est plus avantageux d'utiliser l'antagonisme légal qu'offre la C.G.T. pour assurer la paix sociale à l'intérieur de l'entreprise ; les militants peuvent benoîtement vaquer à leurs besoins d'« organisation ». L'appareil a eu tout loisir de s'implanter solidement et s'interpose entre la direction et d'éventuelles explosions de colère ouvrière ».

Seule fausse note dans cette économie bien concertée, un groupe de militants, « gauchistes » avant la lettre, exprime depuis vingt ans une autre conception de la lutte de classes, une autre conception aussi des rapports entre les travailleurs et leurs organisations. Aujourd'hui, ce groupe, collectivement, tente de faire le point.

« Ouvriers, face aux appareils », donnera peut-être l'impression d'un long et déprimant constat d'échec : échec à ébranler de l'intérieur le jeu des appareils, échec ensuite à le déborder lors de l'explosion révolutionnaire de Mai. Mais les leçons de ces échecs sont fortes pour l'avenir.

Première expérience : l'animation culturelle. Profitant de la « législation sociale » de la libération, un « groupe jeunes » se constitue à Hispano. Plus tard, les mêmes militants tenteront de renouveler leur expérience au sein de deux centres de loisirs de « tourisme et travail ». Dans les deux cas, le pari est le même : ouvrir aux travailleurs, sans préalable organisationnel ou partisan, une possibilité neuve d'expression, d'initiative créatrice, laisser s'inventer ainsi une autre façon d'être, de discuter ensemble, de s'épanouir hors du travail... L'appareil, menacé, s'érige en tribunal. Le comité d'entreprise, dans le premier cas, la C.G.T. dans l'autre, reprennent le contrôle. On en revient à la distribution bureaucratique et mercantile des « activités culturelles » à une caricature « à la portée de tous » des loisirs bourgeois. « La liberté, la diversité

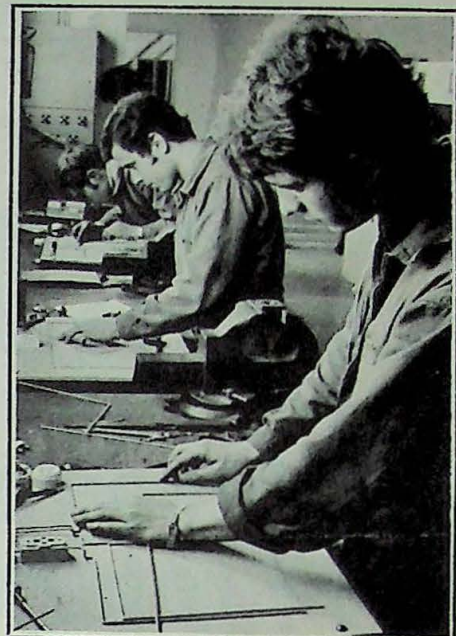
« LE PO...
 — Dis donc, qu'est-ce que tu écris ?
 Les lettres blanches sur la façade grise et sale de l'usine ont près d'un mètre de hauteur, il faut, pour dessiner une lettre, descendre de mes trois mètres, tremper le rouleau dans la peinture... Plus ça prend tournure, moins l'autre est content.
 ...
 — Non, ça cloche !
 ...
 — Ça ne veut rien dire.
 ...
 — Et puis les gars ne comprendront pas !
 — Ecris : « GOUVERNEMENT POPULAIRE ».
 Je remonte, je redescends, je remonte, je redescends, je m'éloigne pour admirer l'effet :
 « LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS. »

de la vie, aucune machine ne peut tolérer ça. Et l'appareil s'est acharné à détruire cette vie, pour ainsi dire MACHINALEMENT. »

A partir des années 60, après une lutte serrée contre la guerre d'Algérie et le social-chauvinisme du P.C.F., l'expérience du « groupe Hispano » prend un caractère plus consciemment politique. « Des camarades de tous âges, de toutes catégories professionnelles, de formations politiques et de langages différents » se retrouvent dans une même volonté de mise en cause révolutionnaire, autour d'un petit noyau d'oppositionalistes du P.C. et de militants P.S.U. Ils conduiront ainsi leur double opposition interne et externe sans aucune illusion sur la possibilité d'un « redressement démocratique du Parti ». La carte du P.C. permet surtout de mener une action plus efficace dans le cadre du syndicat ou du comité d'entreprise. Il s'agit de démontrer les impasses dans lesquelles s'enferme la tactique et la stratégie syndicales, la possibilité concrète d'une alternative. Pour cela « il suffisait, parfois, de prendre au pied de la lettre la phraséologie officielle : les slogans sur la démocratie autorisaient par exemple des appels à une participation plus large des travailleurs syn-

diqués ou non, à des discussions collectives ; et quand la C.G.T. a admis en 1964, le principe d'une coordination des luttes ouvrières, nous avons pu faire campagne pour une coordination à la base, bien différente de celle qu'envisageait Frachon... ». Bien sûr, l'appareil n'est pas dupe : il règlera ses vieux comptes en 1968 : le 10 juin, menacés d'exclusion, cinq militants démissionnent du P.C.F., dénonçant les manœuvres tendant à canaliser le mouvement vers sa démission legaliste. Mais le « groupe » n'a pas su pleinement mobiliser l'immense sursaut de combativité et de démocratie ouvrière. Il a laissé l'appareil prendre le contrôle du comité de grève ; « l'occupation de l'usine, sous une telle direction, peut se décrire en quatre mots : austérité, grisaille, silence, encadrement... ». Une parodie démocratique, excluant les non-syndiqués, conduit à la reprise ordonnée du travail. Aujourd'hui, l'autocritique est lucide : « Au moment où les conditions sont réunies pour passer de la contestation de l'intérieur à l'initiative révolutionnaire indépendante, on hésite à couper le cordon ombilical et, dans les moments décisifs, toute hésitation est irratractable. »

Mais pour le « groupe Hispano », la leçon de mai va bien au-delà de ce



vote comme moyen d'action ». Se battre pour la démocratie ouvrière, c'est donc très concrètement vouloir démontrer qu'une autre volonté de lutte existe, d'autres revendications, d'autres formes de combat, une autre perspective politique.

A Hispano comme ailleurs, l'après-Mai pose le problème en termes neufs : renforcement politique du gauchisme, mais aussi dispersion des organisations, des pratiques... Après diverses tentatives unitaires (comités d'action en juillet 1968, journal en 1969...), plusieurs voies sont ouvertes. La plupart des anciens oppositionnels rallient le P.S.U. : « L'évolution continue du P.S.U. sur la gauche au cours de la dernière période, mais aussi la liberté de discussion régnante, la reconnaissance du droit de tendance, l'absence presque totale d'appareil et l'autonomie laissée aux sections d'entreprise correspondaient, dans une certaine mesure, à notre orientation... De leur côté, les militants de « Lutte ouvrière » font campagne sur le thème des responsabilités à prendre par chacun à la base. Leur groupe, en commun avec le P.S.U., a appelé à la formation des comités d'usagers pour lutter contre la hausse des transports. A la différence des maoïstes, ses militants croient toujours à l'action à l'intérieur des syndicats et ne songent pas à lancer une autre forme d'organisation qui leur fasse concurrence. »

Témoignage militant, « ouvriers face aux appareils » se refuse aux facilités : ni description autosatisfaite ni théorisation hâtive d'une lutte réputée exemplaire ; ni chauvinisme groupusculaire privilégiant l'organisation pour l'organisation, ni œcuménisme gauchiste dissimulant les divergences stratégiques ou tactiques entre les révolutionnaires... C'est pourquoi on ne saurait apporter de réponses toutes faites aux questions qu'il sait laisser en suspens : comment articuler les formes nouvelles de démocratie ouvrière et la contestation stratégique au sein des syndicats ? comment lier l'unité à la base et la construction centrale d'un rôle révolutionnaire qui ne soit pas simplement un « appareil » de plus ?

« Ouvriers face aux appareils » doit être lu et discuté par tous ceux qui, dans les entreprises et dans les organisations, cherchent eux aussi quelle réponse donner en pratique à ces problèmes décisifs. □

● Ouvriers face aux appareils, une expérience de militantisme chez Hispano-Suiza (Maspéro). En vente à la librairie T.S. - 18,10 F.

Il est arrivé fréquemment de ne pouvoir se réunir “rue Mademoiselle” car les deux salles étaient prises.

Il fallait alors se réfugier au café le plus proche. Mais il ferme à 21 h.

Pas de salle... pas de réunion.

Pas de réunion... pas de réflexion collective sur l'action.

Qu'en pensez-vous ?

Dans le nouveau local, ce problème ne se posera plus. Les secteurs, les commissions, les groupes d'action auront en permanence leur propre salle.

Ils pourront y travailler sur place avec des documents à portée de la main.

Le local est complémentaire à l'action. Pour mieux l'élaborer, et pour mieux en tirer des leçons.

Donner pour le local est un acte militant.

Versement au PSU à l'attention de DEGORCE, par chèque bancaire ou postal CCP 14020 44 Paris, avec mention “souscription du siège”.

Adresse : 54 boulevard Garibaldi, Paris 15^e

St-Etienne- du-Rouvray Quatorze casseurs

Saint - Etienne - du - Rouvray : 36 000 habitants. Une ville ouvrière dans la banlieue de Rouen. La municipalité est communiste. Elle organise un bal le 14 juillet. Des jeunes, le même soir organisent un bal « sauvage », un bal « mao ». Après le jerk, les slogans antirépressifs rythmés par la musique pop, ils vont expliquer leurs slogans, leur bal aux danseurs du bal communiste. Mais les organisateurs, c'est-à-dire la municipalité, ne peuvent pas souffrir ce genre de propagande dans un bal tranquille et populaire, image d'une gestion calme. Ils appellent les flics. Les flics embarquent un leader chevelu. Mais les jeunes sont au nombre de trois cents. Ils bombardent le car de flics, mais ne peuvent l'empêcher de partir. Excédés par cette arrestation et l'incompréhension qu'ils rencontrent et ont toujours rencontré dans cette petite ville de province, ils mettent à sac et à feu, ce qui symbolise pour eux la justice pourrie et la répression : le commissariat de police.

Aidée par la municipalité, une immense chasse aux jeunes qui ont participé à cette révolte s'organisa dans les semaines qui suivirent. La violence policière n'a eu d'égale que la violence des tracts communistes. Arrêtés sans preuves, matraqués, dénoncés, les jeunes se sentaient vraiment mal dans cette ville ouvrière. Quatorze jeunes furent cueillis sans que la presse en parle. En prison depuis trois mois sur de simples dénonciations et grâce à des aveux arrachés, on se le doute, grâce au matraquage, ils seront jugés le 12 novembre.

La loi anticasseur sera pour la première fois appliquée à un des jeunes. Le Secours Rouge s'est organisé dans toute la région. Bien que désapprouvant l'incendie du commissariat, la population a vu ses jeunes se faire brutaliser et sauvagement matraquer. Violence pour violence, les ouvriers préfèrent la révolte de ses fils, à la violence des flics. Elles ne vont pas du même côté. Qu'il y ait eu quatre maos dans le coup n'impressionne guère que le P.C.F.

On va juger, selon les termes de la loi scélérate, quatorze jeunes inculpés de rébellion et de tentative d'incendie. Jugera-t-on l'administration capitaliste pour sa responsabilité collective dans l'incendie de Saint-Laurent-du-Pont ? Il est vrai que le chef de cette administration s'appelle Marcellin et qu'en France il y a une justice de classe.

Meulan

Justiciers et vrais coupables

Depuis décembre 1969, des camarades ont dénoncé par tracts et par journaux le scandaleux trafic de l'embauche qui sévit dans la région de Flins.

Les informations venaient de sources différentes et totalement indépendantes les unes des autres. Ainsi, ce trafic fut dénoncé par le Comité d'Action de Mantes, le Comité d'Action Renault, la Base Ouvriers Renault-Flins, la C.F.D.T. de Renault-Flins et la section P.S.U. de Mantes.

Le principe du trafic est simple :

● Un réseau local : Quelques rabatteurs traînent dans les cafés à la recherche d'immigrés venus en fraude et n'ayant aucun papier. Ils leur promettent du travail et les mettent en contact avec Dupont ;

● Un réseau qui s'étend jusque dans le Nord : D'autres rabatteurs promettent aux travailleurs immigrés un travail moins pénible et mieux payé dans la région parisienne.

Les travailleurs immigrés doivent avoir une carte de travail pour une région bien déterminée et une carte de résidence pour une région déterminée aussi et doivent régulièrement faire tamponner les deux cartes à la gendarmerie.

Pour obtenir des papiers en règle, soit parce qu'ils n'en ont pas, soit parce qu'ils ont un contrat pour les mines du Nord, les immigrés s'adressent à Dupont qui, moyennant 200 ou 250 000 AF, ou bien une retenue mensuelle sur le salaire de 30 à 35 000 AF, leur en procure.

Pour frapper plus fort, une intervention fut opérée en mai, sur le bureau de la main-d'œuvre de Meulan ; bien que les camarades n'aient pas su organiser une action de masse, nous sommes solidaires, nous étions tous à Meulan et nous avons écrit avec eux, sur les murs de la mairie, notre dégoût des négriers. L'action fut payante, les gangsters prirent peur, le bureau d'embauche fut transféré et le trafic ralenti.

A la suite de cette action que « France-Soir » a abusivement qualifiée de « raid maoïste sur la mairie de Meulan », un camarade, Marc Hatzfeld, a été arrêté, est en prison depuis six mois et passera devant la Cour de sûreté de l'Etat avec deux autres camarades sous l'inculpation de substitution d'une autorité illégale à l'autorité de l'Etat. **Aucune poursuite n'est entreprise contre les esclavagistes.**

Qui est Dupont ? Un commissaire véreux, ancien de l'O.A.S., vidé de la police pour malhonnêteté et qui, à l'heure actuelle, habite une superbe villa « la Maison Blanche » à Vernouillet, où il s'occupe, en principe, d'assurances.

Les faits sont tellement de notoriété publique dans la région que le juge d'instruction reconnaît dans son réquisitoire « ... Une information ouverte au tribunal de Versailles sur ce point a été close le 4 juin dernier par une ordonnance de non-lieu. En effet, s'il a été établi que le nommé Dupont faisait signer par des travailleurs étrangers des contrats pour les conseiller dans leurs démarches et

recevait à ce titre des rétributions importantes, les éléments constitutifs du délit d'escroquerie, ou de toute infraction, n'ont cependant pas été relevés en l'espèce. L'existence d'une fraude fiscale a seulement été démontrée... »

La même chose s'était produite pour Al Capone.

Dans la région de Flins, ce trafic c'est le secret de Polichinelle. Alors nous sommes en droit de nous poser certaines questions :

1. Pourquoi les instances judiciaires ne mettent pas tout en œuvre pour que cela cesse et nous obligent du même coup à nous substituer à l'autorité de l'Etat ?

2. En France, près du tiers de la classe ouvrière est composée de travailleurs immigrés. N'y a-t-il pas plusieurs Dupont ?

3. La Régie Renault n'était-elle pas au courant ? Si oui, pourquoi n'a-t-elle rien dit ?

4. Quelle est la part de responsabilité des élus locaux, et plus particulièrement de certains élus de gauche, comme Mme Brigitte Gros, maire de Meulan et sœur de J.-J. S.-S. ?

Se sont-ils simplement rendus complices en fermant les yeux parce qu'après tout les étrangers ne sont pas des électeurs ?

Leur attitude au moment du procès démontrera clairement leur part de responsabilité car le procès de nos camarades sera en réalité le procès de la bourgeoisie qui exploite les travailleurs français et immigrés.

Cité Universitaire de Paris

Non à l'ambassade du Maroc

En 1968, le gouvernement marocain avait dû abandonner l'administration du pavillon marocain de la Cité internationale Universitaire de Paris, par suite de la très dure occupation que les résidents avaient menée. Aujourd'hui, deux ans après, il est décidé à reprendre sa place de « surveillant policier » des étudiants à Paris, d'autant que le rôle que joue la Maison à Paris comme base de rassemblement des étudiants progressistes marocains et base du Mouvement palestinien ne peut que l'irriter après la reprise des relations franco-marocaines.

En faisant mettre fin avant la date prévue par le Rectorat de Paris aux fonctions de directeur de la Maison de François Della Sudda, non seulement les gouvernements français et marocains veulent réprimer un militant révolutionnaire qui a refusé de baisser les augmentations de personnel qu'il avait faites, de faire amener le drapeau palestinien qui flottait sur la maison, de participer aux réunions avec des

représentants de l'ambassade, mais surtout ils créent une vacance de direction dont l'objectif est de permettre à un représentant du gouvernement marocain de rentrer plus facilement dans la place.

Parallèlement à cette lutte, les 1.000 travailleurs de la cité ont mené pendant six jours une grève visant l'obtention d'un salaire de 5 F de l'heure (soit 11 % d'augmentation) et l'unification des statuts du personnel. Freinée, voire trahie, par la C.G.T. qui n'a rien fait de mieux que d'accepter les 1 % qu'on lui proposait, cette grève s'est achevée dans le plus grand découragement et démobilisation, et dans une campagne anti-étudiante calomnieuse.

C'est pourquoi un certain nombre de militants et de personnalités (Gilbert Mury, Marc Heurguon, Henri Leclerc, Daniel Guérin, Jean-Paul Sartre, Robert Davezies...) se

sont constitués en comité contre le retour de l'Ambassade pour soutenir les trois revendications du Comité de l'U.N.E.M. : Non au retour de l'ambassade, droit de veto sur la nomination du directeur, sauvegarde de tous les acquis de la période 1968-1970. C'est sur cette base qu'a eu lieu le jeudi 5 novembre une conférence de presse présidée par J.-P. Sartre, dans laquelle a été affirmée par le Comité des résidents, et l'Union des résidents progressistes de la Cité, la volonté de ne mener aucune discussion sur ces trois points avec l'Administration. C'est ce qu'a été dire, à l'issue de cette réunion, une délégation (Mury, Guérin, Heurguon, Sartre, Della Sudda, U.R.P., U.N.E.M., Comité des résidents, U.N.E.F.), à Martheelot, délégué général de la Cité. Aucune des organisations et personnalités qui participent au combat contre le retour de l'Ambassade à la Maison du Maroc ne peut accepter que la Maison soit reprise en main par les représentants de ceux qui ont fait assassiner Mehdi Ben Barka.

M. X ne veut pas devenir Peau-Rouge

Philippe Guyot

C'est une longue histoire, mais bien édifiante, que la lutte qui a opposé à Saint-Aquilin en Dordogne, un métayer (que nous appellerons M. X.) aux possédants. Il s'agissait rien moins que de savoir si ce travailleur de la terre allait tout simplement être chassé du sol sur lequel il travaille. Certes, ce cas n'est pas isolé dans la région, mais grâce à cette affaire, un premier coup d'arrêt a été porté à la volonté subite de nombreux propriétaires de « récupérer » leurs terrains. On comprend bien que les projets d'aménagement touristique intéressent au plus haut point ces messieurs, mais les agriculteurs de Dordogne viennent de démontrer qu'ils ne se laisseront pas facilement réduire au rang de figurants dans des réserves analogues à celles des Peaux-Rouges.

Or donc, notre M. X., métayer sur l'exploitation du « Belet » depuis le 1^{er} août 1961, souhaitait voir transformer son bail de métayage en bail de fermage. Certes, la loi autorise cette conversion sans autorisation préalable du propriétaire qui, dans ce cas précis, n'est d'ailleurs pas un agriculteur. Mais M. X. est un homme courtois. Il écrit donc à son propriétaire le 29 juillet 1963 pour lui faire connaître sa requête. Quelle n'est pas sa surprise de recevoir en réponse, non seulement un rejet de

sa demande, mais aussi une réiliation du bail. A l'appui de sa décision, le propriétaire explique que le côté peu affirmé de la demande lui paraît peu compatible avec la demande elle-même !

Honnêteté et crapulerie

Ce qu'on appelle depuis « l'affaire X » est alors portée en justice. Une première tentative de conciliation échoue en octobre 1964. Un an plus tard, le tribunal de Ribérac désigne un expert dont le rapport doit déterminer si M. X. réunit les conditions favorables pour faire aboutir sa requête. L'expert remet un rapport que tout le monde, sauf les juges, s'accorde à trouver scandaleux. On y apprend en effet que M. X. a profité des sacrifices que le propriétaire a faits pour la remise en état d'une partie du « château » où il est logé ; que M. X. s'est endetté pour acheter du matériel (qui pourtant aurait dû lui être fourni, aux termes du contrat de métayage !) ; que M. X. s'est engagé à partir (affirmation mensongère) ; que M. X. s'est fait prêter des bêtes par des voisins lors de la visite de l'expert ; que M. X. se fait aider par des voisins lors de certains grands travaux ; que M. X. ne respecte pas les règles du métayage,

mais se conduit comme un véritable fermier. Ce rapport est rempli d'erreurs, plus ou moins volontaires et c'est pourtant en se fondant sur ces affirmations que les juges de Ribérac, de Bordeaux en appel et de Paris en cassation vont condamner M. X. à la saisie, au paiement d'amendes et à l'expulsion. Bien entendu, pendant ce temps, l'honnête M. X., se considérant comme légalement en situation de fermage, en a versé régulièrement le prix à son propriétaire. Mais tous ses chèques ou mandats lui ont été retournés.

La propriété c'est le vol

Le 5 août 1970, le maire de la commune est averti qu'une saisie de récolte — blé et orge — doit avoir lieu chez M. X. Au jour dit, quarante agriculteurs sont sur le terrain. La discussion s'engage, vive, avec le propriétaire et l'huissier : la saisie n'aura pas lieu. Le

maire convoque alors tous les agriculteurs à une séance du Conseil municipal. On y adopte une motion qui sera envoyée au préfet dans laquelle l'Assemblée municipale décide de soutenir M. X., quoi qu'il arrive. La Fédération départementale des Syndicats d'Exploitants agricoles accorde également son soutien à M. X.

Les choses en sont là. Mais si l'on veut saisir, à travers cette histoire vécue, le mécanisme social, il faut bien considérer que, tout au long de l'affaire, c'est la valeur de la propriété foncière qui a été avancée comme argument par le patron. Et cette argumentation n'a pas laissé insensible les tribunaux. Un tel précédent est extrêmement grave. Songeons que si la lutte de M. X. était perdue, n'importe quel propriétaire pourrait demain récupérer son sol, même si le fermier qui le cultive a un bail en bonne et due forme. Encore un terrain sur lequel la justice vient de démontrer quelles étaient ses motivations. □

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste n° 6

— L'Idéologie Allemande, MARX, ENGELS	3,70 F
— Blanqui, M. DOMMENGET	9,50 F
— La Pensée Politique de Gramsci, J.-M. PIOTTE	22,10 F
— Le Socialisme Cubain, HUBERMANN et SWEEZY	22,10 F
— Dix jours qui ébranlèrent le monde, J. REED	5,00 F
— Les Gauchistes de 89, PATRICK KESSEL	5,00 F
— Textes sur la Jeunesse, LENINE	3,20 F
— Ouvriers face aux appareils	18,10 F
— Histoire du Mouvement Ouvrier Français, tome II, 1884-1950, J. BRON	24,00 F

Prix réel : 112,70 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande



Samedi soir
21 novembre
à 21 heures

à la salle des fêtes
de VILLEJUIF

avec
Manuel BRIDIER

membre du

Bureau national du

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Le cinq-sept a brûlé

M. Descolonges

Bouleversés par l'incendie de Saint-Laurent-du-Pont, la région de Grenoble, la France entière accusent « l'administration » locale et sa mairie.

Pourtant si le gouvernement châtie les pouvoirs locaux, et qu'il stimule ainsi les tenanciers de boîtes à respecter les règles de sécurité, cela n'aura qu'un temps.

La région de Grenoble regroupe une zone fortement industrialisée et une zone où la petite exploitation agricole sans rentabilité a fourni une main-d'œuvre jeune et abondante, sous-payée et docile, aux entreprises décentralisées. Pour l'organisation des Jeux Olympiques d'il y a deux ans, d'immenses travaux ont été entrepris grâce à l'apport de main-d'œuvre étrangère (Italiens, Portugais, Algériens).

Dans la région de Grenoble on travaille, mais l'on a dû mal à se distraire. Banalité que parler du désert culturel, mais il est moins banal de connaître la réalité : les loisirs sont laissés à l'initiative privée. « Il n'y a plus de provinciales » titre un journal financier, et il est vrai que le profit s'acquiert aussi bien en province qu'à Paris, et que la mode des boîtes « psychédéliques » où l'on hurle et se irémousse sert à décompresser et réguler l'énergie des jeunes.

Or, le Cinq-Sept a brûlé. Certes, les pouvoirs locaux sont responsables, car ils ne s'intéressent négativement qu'aux groupes qui par leur fonctionnement, leurs interrogations, et leurs élaborations finissent par les mettre en cause. Ce qui n'est guère le cas des bals, et jamais celui des boîtes. Les boîtes sont d'ailleurs un phénomène nouveau dans l'Isère, jusqu'alors on allait de fête de village en fête de village.

Et que personne ne s'étonne que le Cinq-Sept ait brûlé : le seul problème qui s'y posait était celui de sa rentabilité, or le personnel destiné à la garde des portes cadenasées (obligatoire selon les règles de sécurité) se rémunère...

Mais la question de sécurité ne sera jamais résolue, tant que les jeunes travailleurs et les travailleurs immigrés seront sur-exploités dans leur travail et que profit sera encore tiré de leurs loisirs. □



Luttes universitaires

Les enseignants contre les "grèves-vacances"

A la mi-novembre, sans doute le 20, les enseignants du secondaire se mettront en grève pour 48 heures.

Une fois encore les parents, et surtout les travailleurs, ne comprendront pas. Car les objectifs avancés — notamment l'abaissement des horaires de cours de 18 heures à 17 heures par semaine — ne leur paraîtront pas justifier, qu'ils soient, eux, contraints de garder leurs enfants à la maison.

Une fois encore, cette grève a été décidée par la direction du S.N.E.S. sans consultation des enseignants. L'annonce de cette décision a d'abord été faite discrètement dans le bulletin du S.N.E.S. Sans laisser place, tant sur les mots d'ordre que sur les modalités d'action, aux suggestions éventuelles des enseignants.

Or, un certain nombre d'entre eux, soucieux de voir leur mouvement mieux compris, opposent la grève active à la « grève vacance », sur d'autres mots d'ordre. C'est l'objet de la déclaration suivante, rédigée par le groupe « Renovation Syndicale » du S.N.E.S.

La direction du S.N.E.S. menace de déclencher une grève de 48 heures dans les lycées. L'absence de débat démocratique dans le syndicat nous contraint à exprimer publiquement l'inquiétude de nombreux enseignants à propos de cette grève.

Contre une décision bureaucratique parachutant une grève sans consultation des syndiqués, nous appelons les enseignants à se réunir dès aujourd'hui dans les lycées pour décider démocratiquement des modalités d'action et des objectifs prioritaires.

Sur les modalités d'action : nombre d'enseignants pourtant favorables à une action syndicale énergique s'opposent de plus en plus aux grèves qui se traduisent pour eux par du congé supplémentaire, et pour les familles de travailleurs par une gêne non justifiée. Mais ces modalités d'action gênent peu le gouvernement.

A la grève-congé nous opposons la grève active qui consiste à soustraire l'établissement à son fonctionnement normal et officiel pendant une durée qui peut être longue. La grève active est, de

plus, révélatrice de la réalité scolaire. Elle ouvre le conflit avec le pouvoir, non avec l'opinion des travailleurs.

Sur les objectifs : la plate-forme « fourre-tout » avancée par le S.N.E.S., qui met en avant l'abaissement d'horaire de cours de 18 heures à 17 heures est incompréhensible par les travailleurs. Il fallait une lutte dure sur des objectifs précis débattus à la base :

- réduction des maximums d'élèves par classe ;

- garanties statutaires aux non-titulaires en vue de leur intégration : un enseignant du second degré sur trois n'est pas titulaire et se trouve avoir moins de garanties d'emploi que beaucoup de travailleurs du privé.

Quelle que soit leur décision sur cette grève, nous demandons aux enseignants (si la grève est finalement décidée) :

- de venir dans les établissements les deux jours ;

- de travailler à changer la nature du mouvement.

Meeting

Un meeting est organisé par le « Secours Rouge » au cinéma « Le Chabrol » à Saint-Denis le mardi 17 novembre à 20 h 30.

U.S.A.

La situation se désintègre

Henry Rosengart

Contrairement aux prévisions de Nixon, la campagne électorale entreprise par lui n'a pas obtenu les résultats escomptés ; cette campagne démagogique, toujours centrée sur le thème « Vive l'ordre et la loi ! » n'a donné lieu à aucun raz de marée réactionnaire. Les Versailles d'outre-Atlantique en sont donc pour leurs frais électoraux.

C'est que Nixon a sous-estimé le mécontentement profond des masses devant la détérioration croissante et rapide de la situation économique et sociale aux U.S.A. « **La situation se désintègre** », a récemment déclaré John Gardner, un porte-parole de son parti. Comme le montre le bref bilan qui suit, ces propos ne sont nullement exagérés.

Les pauvres restent pauvres

Selon Michael Harrington, expert célèbre aux U.S.A., cinquante millions d'Américains « vivent dans le cercle austère de la pauvreté, ou ne s'en détachent que de très peu. » Ce constat, fait quelques mois après l'arrivée de Nixon au pouvoir, peut, de l'aveu même de M. Harrington, être repris tel quel après 2 ans de présidence. Bref, la « guerre contre la pauvreté », déclenchée par Johnson, s'est soldée — comme prévu — par un lamentable échec. Comme le remarque le rapport (publié seulement en août 1969) de la commission nommée à cet effet par Johnson : « Nos structures économiques et sociales rendent en fait la pauvreté inévitable à des millions d'individus... La vérité, c'est que la plupart des pauvres restent pauvres parce qu'ils ne peuvent pas acquérir un revenu suffisant, même en travaillant. »

Encore faut-il trouver du travail ! Car le chômage prend des proportions saisissantes : en août 1970, il s'est élevé à 5,1 % dans le prolétariat industriel — chiffre record depuis cinq ans. De plus, les prix n'ont cessé d'augmenter, rendant rapidement caduques les augmentations de salaires obtenues après les grèves longues et dures (5 000 grèves en 1968 ; 5 600 en 1969...). Entre décembre 1968 (début de Nixon) et avril 1970, le salaire réel moyen du prolétariat a baissé de 4,7 % ce qui revient en fait — comme l'écrit *Le Courrier du Vietnam* du 28-9-70 — « à 6,6 % si l'on tient compte du chômage accru, et ce sont là des données officielles qui sont, on le sait, loin de la vérité ».

La criminalité progresse

Bien entendu, ce sont les non-Blancs qui, en premier lieu, font les frais de la dégradation des conditions sociales : il y a deux

fois plus de chômeurs parmi les Noirs que parmi les Blancs, et le salaire des premiers se monte à 53 % de celui des seconds. La détérioration de la condition des Noirs (qui atteint en priorité la jeunesse) s'explique à la fois par l'aggravation générale du niveau de vie et par la mécanisation de l'agriculture au sud des U.S.A. — qui force des dizaines de milliers de travailleurs noirs à émigrer vers le Nord, où ils viennent gonfler les ghettos déjà surpeuplés des villes.

C'est dire que la question du logement devient de plus en plus dramatique, et s'exprime par une crise urbaine sans précédent et une augmentation vertigineuse de la criminalité (en neuf mois de pouvoir nixonien, celle-ci a augmenté de 12 % !). Lors d'un congrès, les maires des grandes villes US ont déclaré que 1 000 milliards de dollars ne seraient qu'un « bon début » pour résoudre le problème... Belle preuve supplémentaire de l'incapacité du capitalisme à résoudre ses contradictions !

Après un tel bilan, il ne faut pas s'étonner que la discrimination raciale, loin de s'être atténuée après l'obtention de « droits civiques » totalement formels, n'ait fait que croître. **Jamais il n'y a eu de telles**

répressions, ont constaté les enquêteurs du grand hebdomadaire US « Newsweek » — ajoutant que la « **politique dure que mène le vice-président Spiro Agnew sous prétexte de faire respecter la loi et l'ordre public, et ses attaques contre les non-conformistes, encouragent les autorités locales à persécuter ouvertement tous ceux qui, d'après elles, s'écartent « du bon chemin », les Noirs en premier lieu** ».

Se conformant ainsi à la politique classique suivie par les classes dominantes chaque fois que se présente le choix entre une baisse du taux de profit et un renforcement de l'appareil policier, l'Etat américain — instrument de ces classes dominantes — a choisi la seconde solution. Comme toujours, celle-ci ne fait qu'accélérer la prise de conscience des classes opprimées. L'échec électoral de Nixon est significatif à cet égard. Plus significative encore est la solidarité croissante entre ouvriers blancs et noirs et entre étudiants blancs et noirs. 1970 marque en cela le début d'une vaste lame de fond. D'ores et déjà, on peut dire que la lutte anti-impérialiste a atteint le cœur même de la citadelle. □



Brésil

Le pape et le foot-ball

Jacques Gallus

Comme chacun sait, les militaires brésiliens sont au pouvoir dans leur pays pour défendre la chrétienté contre le communisme international. C'est là leurs propres termes. Peut-être est-ce la raison pour laquelle le pape Paul VI s'était jusqu'ici abstenu de tout commentaire sur les activités réelles des susvisés militaires. Apolitisme oblige.

Un silence religieux

Or, il y a quelques jours, la une des journaux s'est emplie d'une déclaration papale qui a fait passer un grand frisson dans le cœur des bien-pensants : la torture doit être abolie absolument. Déclaration courageuse, novatrice et progressiste s'il en fut.

Ce qu'il faut savoir, c'est que depuis deux ans, des cas précis et nombreux de tortures sont signalés au Brésil. La torture devient à tel point systématique à l'encontre des prisonniers politiques qu'elle apparaît véritablement comme une méthode de gouvernement. Mais cela n'avait pas ébranlé pour autant le silence apolitique du Vatican. Il a fallu attendre que la répression se fasse féroce à l'égard des mouvements catholiques, en particulier la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, pour que ce silence coupable soit rompu. Est-ce à dire que les cris des chrétiens maltraités sont plus insupportables que ceux des autres ?

Et même si cette question devait recevoir une réponse négative au bénéfice du doute, que signifie une vague déclaration de principe qui ne cite pas le mot Brésil et qui ne gêne donc personne ? Serait-ce par hasard que le Vatican applique le principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'un pays étranger ? Triste destin de la pensée d'un homme, qui, il y a deux mille ans, est mort pour s'être trop engagé dans le combat pour la justice.

Les militaires, le foot-ball et la torture

Bien entendu, il en est à qui cette trahison rend un grand service. En effet, la police brésilienne a profité la semaine dernière de l'anniversaire de la mort de Carlos Marighela pour opérer des razzias purificatrices. Quatre mille personnes mises à l'ombre en un week-end. Excusez du peu.

Il semble pourtant que, cette fois-ci, les tortionnaires qui dirigent ce pays de 90 millions d'habitants

aient été un peu loin dans leur enthousiasme. A tel point que le général Médici, président de la « République », a protesté contre cette vague d'arrestations. Et si l'on élimine l'hypothèse d'un brusque accès de sentiments humanitaires chez ce brave homme, il faut bien trouver une autre explication à son attitude.

Pour comprendre la situation, il est nécessaire de rappeler que le

Burgos

Six militants en péril de mort

Anne-Marie Lefranc

A Madrid, à Barcelone, à Bilbao, la journée d'action pour l'amnistie des prisonniers politiques, lancée par les commissions ouvrières a été suivie par des dizaines de milliers de travailleurs et d'étudiants. Malgré la brutalité de la répression, les militants espagnols ne se sont pas contentés de faire grève, ils ont manifesté dans la rue, et une bonne centaine d'entre eux ont été arrêtés.

Parmi eux, deux cinéastes, Juan Antonio Bardem et José Luis Egea, ont été libérés après qu'une trentaine de cinéastes eurent envahi le bâtiment du Syndicat de l'industrie du spectacle, affirmant qu'ils n'en sortiraient pas tant que leurs collègues ne seraient pas libérés.

Le mouvement de lutte contre la répression, déclenché par les commissions ouvrières, doit se poursuivre et s'intensifier tout au long du procès des seize militants basques, qui s'ouvrira à Burgos, le 16 novembre, devant le Conseil de guerre. Contre ces seize militants (dont trois femmes et deux prêtres), accusés sans preuve de l'assassinat du chef de la police politique de la province basque de Guipuzcoa (connu pour son goût de la torture), le ministère public militaire demande six peines de mort et un total de 754 années de prison.

Les manifestations qui se multiplient, en Espagne et à l'étranger, semblent avoir déjà fait céder le gouvernement sur un point : le procès, dit-on maintenant, n'aura pas lieu à huis clos. Jusqu'à ces derniers jours, en effet, il était question que les seize inculpés soient

général Medici n'est pas l'homme des militaires durs. Quand il s'est agi en octobre 1969 de remplacer le maréchal Costa E Silva, à la tête de l'Etat, ce n'est pas un activiste qui l'a emporté mais un personnage plutôt terne, organe de liaison entre les militaires ultra et la classe politique conservatrice.

C'est celle-ci qui, aujourd'hui, à travers la voix du chef de l'Etat, rappelle les conditions optimales de l'exploitation du peuple. L'objectif premier est que les agitateurs et les subversifs soient mis hors de combat ; mais l'objectif second qui ne doit pas être oublié est que ce nettoyage se fasse discrètement. Car ce qui importe avant tout, c'est que le bon peuple reste ignorant de ce qui le regarde, c'est-à-dire du sort qui lui est fait. Qu'il se passionne pour Pelé et l'équipe locale de football, très bien. Pendant ce temps, son attention est détournée de sa sujétion totale à une bour-

geoisie qui collabore avec les intérêts nord-américains. C'est pourquoi arrêter 4 000 personnes d'un coup, dont plusieurs jouissent d'une certaine notoriété, constitue une erreur politique majeure. Cela risque en effet de mettre en éveil une grande partie de la population brésilienne alors que jusqu'à présent, ce n'est essentiellement que l'élite intellectuelle et syndicale qui a été touchée par la répression, si dure fût-elle, la grande masse n'étant pas sensibilisée.

La bourgeoisie conservatrice a donc tout intérêt à ce que le régime policier ne risque pas, par ses excès, de mettre en cause le climat de paix politique et sociale au sein de la masse du peuple brésilien. C'est la raison pour laquelle elle donne de la voix par l'intermédiaire de la marionnette Medici quand ses tueurs à gage font trop de zèle. □

jugés sans public, sous prétexte que l'application du concordat exigeait le huis clos dès lors que des prêtres sont inculpés. Mais le gouvernement n'a pas pu maintenir sa décision dès lors que le Vatican lui-même a fait savoir publiquement qu'il souhaitait la levée du huis clos pour que les quatorze inculpés non religieux ne souffrent pas d'une juridiction qui ne leur était pas destinée.

Mais l'essentiel de la bataille est encore à mener. Il ne suffit pas que le procès soit public. Il faut encore

empêcher l'assassinat de six militants menacés de la peine de mort pour la seule raison qu'ils appartiennent à l'E.T.A. (Euskadi Ta Askatasuna, c'est-à-dire « Le Pays basque et la Liberté »). A Bâle, à Cologne, à Rennes et à Montpellier, des manifestations ont déjà eu lieu. Il faut qu'elles se multiplient, que des délégations massives fassent le siège des consulats espagnols en France pour faire reculer la répression franquiste. La vie de six militants en dépend. □

Centre de luttes lycéennes

Une rencontre nationale des militants et des sympathisants du C.L.L. aura lieu le dimanche 22 novembre, de 9 heures à 18 heures. Inscriptions par téléphone : 331-36-39, 331-62-05 ou écrire au 27, rue Linné, Paris-5^e en indiquant la mention C.L.L.

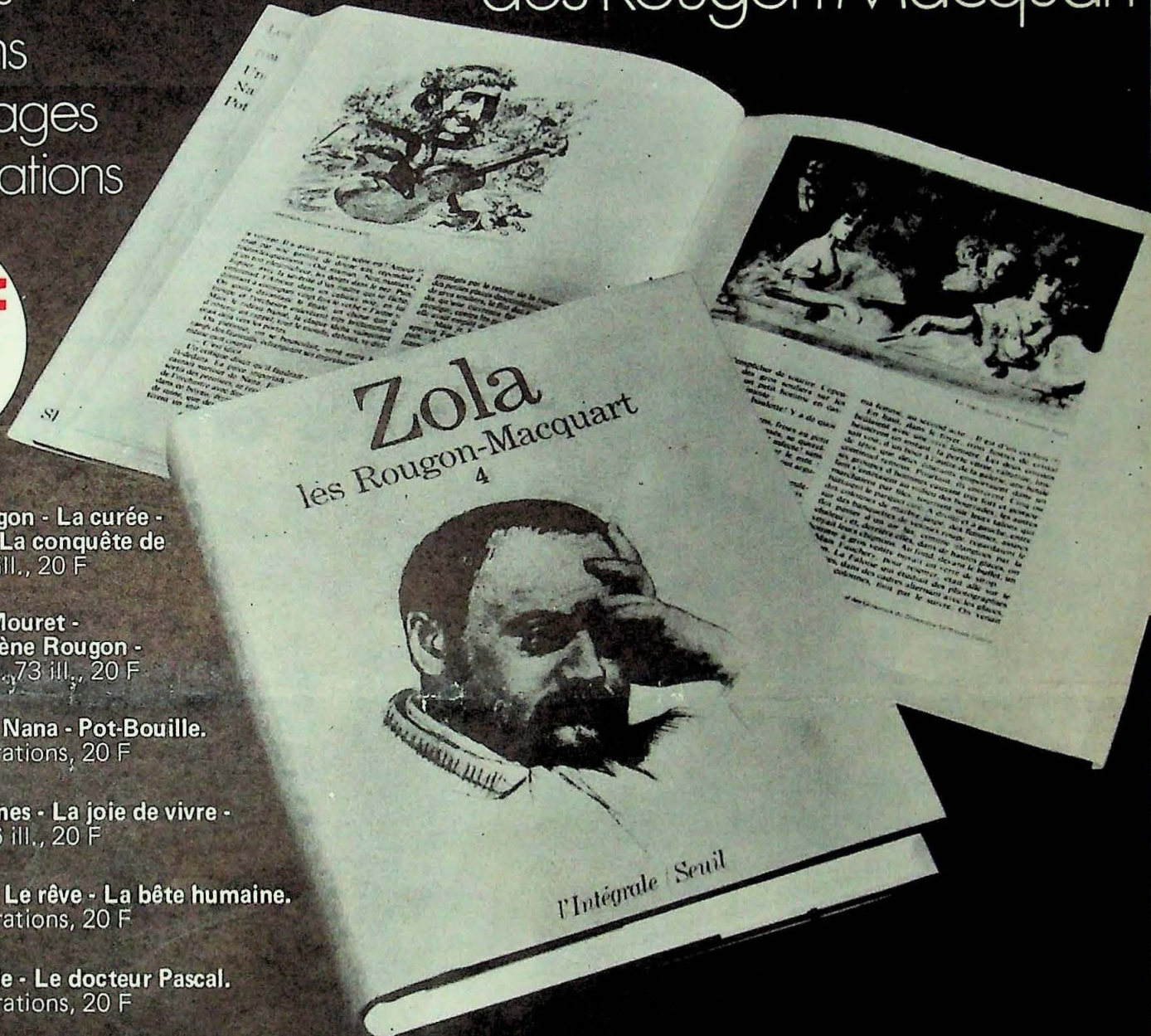
Emile Zola

I / intégrale

des Rougon-Macquart

6 volumes
20 romans
4 000 pages
400 illustrations

chaque volume
20^F



TOME 1
La fortune des Rougon - La curée -
Le ventre de Paris - La conquête de
Plassans. 688 p. 76 ill., 20 F

TOME 2
La faute de l'abbé Mouret -
Son Excellence Eugène Rougon -
L'assommoir. 592 p., 73 ill., 20 F

TOME 3
Une page d'amour - Nana - Pot-Bouille.
592 pages, 88 illustrations, 20 F

TOME 4
Au bonheur des dames - La joie de vivre -
Germinal. 656 p. 86 ill., 20 F

TOME 5
L'œuvre - La terre - Le rêve - La bête humaine.
720 pages, 86 illustrations, 20 F

TOME 6
L'argent - La débâcle - Le docteur Pascal.
704 pages, 90 illustrations, 20 F

collection

I / intégrale

SEUIL

Bon de commande
TRIBUNE
SOCIALISTE

54, bd Garibaldi Paris 15e
CCP. Paris 58 26 65
(Pour tout achat au siège de T.S. :
ristourne de 10%.)

Règlement par :
 Chèque bancaire
 Chèque postal

*vol. simple 20F **vol. double 30F

NOM..... PRÉNOM.....
RUE N°.....
VILLE DEPT.....

Œuvres complètes en un seul volume de :

- | | | | |
|-----------------------------------|---|---|---|
| <input type="checkbox"/> ZOLA 1 * | <input type="checkbox"/> BAUDELAIRE * | <input type="checkbox"/> MONTESQUIEU** | <input type="checkbox"/> BALZAC La Comédie Humaine 7 vol.* |
| <input type="checkbox"/> ZOLA 2 * | <input type="checkbox"/> CORNEILLE** | <input type="checkbox"/> MUSSET** | <input type="checkbox"/> FLAUBERT Œuvres complètes 2 vol.** |
| <input type="checkbox"/> ZOLA 3 * | <input type="checkbox"/> LA FONTAINE * | <input type="checkbox"/> PASCAL* | <input type="checkbox"/> STENDHAL Romans complets 2 vol.* |
| <input type="checkbox"/> ZOLA 4 * | <input type="checkbox"/> MARIVAUX (Théâtre)* | <input type="checkbox"/> RACINE* | <input type="checkbox"/> V. HUGO Romans complets 3 vol.* |
| <input type="checkbox"/> ZOLA 5 * | <input type="checkbox"/> MÉMORIAL Ste-Hélène* | <input type="checkbox"/> ROUSSEAU Œuvres autobiog.* | |
| <input type="checkbox"/> ZOLA 6 * | <input type="checkbox"/> MOLIÈRE * | <input type="checkbox"/> VIGNY* | |
| | <input type="checkbox"/> MONTAIGNE * | | |